

Questions orales

M. Chrétien: Je n'ai jamais employé ce chiffre-là; ils peuvent dire ce qu'ils veulent, mais je les défie de le prouver. Je voudrais à nouveau poser une question au ministre des Finances.

Hier, le gouverneur de la Banque du Canada a admis que le niveau de chômage serait encore très élevé l'année prochaine. Alors, je voudrais savoir du ministre des Finances pourquoi il refuse de nous donner, et de donner aux Canadiens, les prédictions du gouverneur de la Banque du Canada et les prédictions du ministère des Finances quant au niveau de chômage pour 1993 et 1994. Pourquoi le ministre des Finances cache-t-il la vérité aux Canadiens en cette année qui précède les élections?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je tiens à rappeler au chef de l'opposition que 5 plus 5 plus 5 font 15. Il propose que le gouvernement fédéral emprunte 5 milliards de dollars. Il propose que les provinces empruntent 5 milliards de dollars et que les municipalités empruntent aussi 5 milliards de dollars. Tout cet argent vient de la poche des mêmes contribuables.

Les marchés financiers regardent l'ensemble de la dette du Canada, ce qui comprend le gouvernement fédéral, les provinces et les municipalités. Le chef de l'opposition veut des détails sur la création d'emplois. Permettez-moi de lui répéter que nous prévoyons la création de 300 000 emplois au cours de la prochaine année.

* * *

L'EMPLOI

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le ministre des Finances et son prédécesseur ont assisté impassiblement à la disparition de 200 000 emplois dans l'agglomération torontoise au cours des trois dernières années. À cause des conservateurs, un nombre record de citoyens de cette région se sont retrouvés à l'assistance sociale et à faire la queue aux banques d'alimentation, mais les deux ministres n'ont presque rien fait pour soulager leurs souffrances.

Pourquoi le ministre a-t-il promis aux Canadiens qu'il leur redonnerait de l'espoir, avant de lancer l'opération mini-budget?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le presque rien

dont parle la députée est une augmentation de 450 p. 100 dans l'utilisation de l'assurance-chômage à des fins de formation, pour aider des personnes qui se retrouvent au chômage à acquérir les compétences nécessaires pour réintégrer le marché du travail.

C'est peut-être sans importance aux yeux de la députée que, en période d'austérité, nous accroissons les budgets consacrés à la formation des chômeurs pour qu'ils puissent retrouver un emploi.

En période de récession, une interprétation de l'index des demandes d'emploi a montré qu'environ 300 000 postes ne pouvaient être comblés faute de candidats ayant les compétences voulues. L'accent que le ministre des Finances a mis dans son plan de croissance sur l'investissement dans les ressources humaines est la solution pour le Canada et l'Ontario.

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Monsieur le Président, les coffres du gouvernement sont vides, mais il a aussi le coeur vide. Il parle de responsabilité. Il est responsable du plus haut taux de chômage dans tous les pays du G7.

Ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Le million et demi de travailleurs prisonniers du chômage l'été dernier ont dû grimacer chaque fois qu'ils ont vu à la télévision des messages pré-électorales lénifiants payés par les contribuables. Si le Canada n'était pas au premier rang pour la publicité politique payée par les contribuables, n'y aurait-il pas un peu plus d'argent pour la création d'emplois?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai du mal à suivre la question de la députée.

La députée sait très bien que, malgré nos contraintes budgétaires, nous avons dégagé un milliard de plus pour stimuler l'économie, en investissant dans les ressources humaines, en bloquant les cotisations à l'assurance-chômage, en plafonnant les contributions des employeurs à l'assurance-chômage et en prenant de nouvelles dispositions pour investir dans les infrastructures partout au Canada, des infrastructures qui amélioreront la capacité de production du Canada. Tout cela créera un certain nombre d'emplois.

Il est clair que le moteur par excellence de l'activité économique et de la création d'emplois est le secteur de la PME. Les députés d'en face le disent souvent, et je suis d'accord avec eux. Nous avons abordé la question de front: amélioration des investissements, mesures incitatives et suspension temporaire des contributions à l'assurance-chômage. Toutes ces mesures encourageront